

**Lettre adressée
à nos deux partenaires du Front de gauche**

Paris, le 12 mai 2010

Chers camarades,

Comme nous l'avons affirmé les uns et les autres depuis les élections régionales, une réunion nationale du Front de gauche est nécessaire. L'accélération de la crise la rend indispensable. Afin de permettre sa préparation dans les meilleures conditions, nous tenons à vous préciser dans quel esprit nous la concevons, et à vous soumettre pour ce faire quelques pistes de travail qu'il nous semblerait utile d'approfondir et de concrétiser.

L'amplification de la crise, les décisions extrêmement inquiétantes arrêtées par le gouvernement français et les dirigeants européens, leurs conséquences sur la vie des salariés et de leurs familles élèvent nos responsabilités. La construction de ripostes et d'une alternative politique à la hauteur sont indispensables. Elles nous invitent à faire entrer notre démarche dans une étape tout à fait nouvelle.

Nous sommes engagés sur les retraites ou dans la solidarité avec la Grèce dans des actions unitaires. Nos organisations prennent leurs propres initiatives. Nous pouvons et nous devons aller beaucoup plus loin avec la démarche du Front de gauche. Nous pensons, comme vous le savez, qu'il nous faut tout à la fois apprécier les résultats déjà engrangés par notre rassemblement comme un acquis précieux et prometteur; évaluer sur ces bases ses avancées et ses limites; et surtout faire maintenant entrer la démarche du Front de gauche dans une phase d'une autre dimension, à la mesure de la crise actuelle et des échéances politiques qui nous mènent à 2012.

Il existe beaucoup de commun entre nous, et aussi des débats importants, que nous ne pourrions éluder si nous voulons réussir de nouvelles étapes ensemble. C'est pourquoi il nous paraît nécessaire de prendre des décisions de travail dans quatre directions:

1) prendre des initiatives importantes de riposte face à la nouvelle offensive des dirigeants capitalistes en Europe pour faire payer la crise aux peuples européens.

Le plan adopté à Bruxelles le 9 mai dernier est tout à la fois un aveu de faillite de la construction européenne actuelle, un constat d'échec des réponses apportées à la crise depuis 2008, une fuite en avant devant les exigences des marchés financiers. En France, à la réforme des retraites, à la RGPP et à tout le reste, s'ajoutent désormais un drastique plan d'attaques contres les dépenses publiques. Nous avons des initiatives à prendre ensemble pour amplifier les ripostes engagées et favoriser le rassemblement le plus large possible

autour de solutions anti-crise alternatives.

2) **ouvrir de nouveaux espaces de développement du Front de gauche.** Notre démarche s'est installée dans le paysage politique. Notre ambition doit être de mettre le cadre ainsi initié au service des ripostes, du rassemblement, du besoin d'alternative politique qu'exige la situation. Vous le savez, nous ne concevons pas le Front de gauche comme la préfiguration d'un parti unique, ni comme un cartel fermé, mais comme un cadre unitaire de rassemblement ouvert, que les trois formations qui l'ont initié, le PCF, le PG et la GU, doivent impulser avec la volonté d'en faire une démarche de rassemblement populaire beaucoup plus large. Nos formations gardant pour cela leur autonomie d'action et de décision. De fait, ce cadre a été surtout pour le moment électoral. Nous visons autre chose. Nous voulons un front social, populaire et intellectuel, capable de construire et de porter dans la durée les objectifs d'un projet politique pour une alternative à gauche.

Comment créer les espaces d'engagement, et de quel type, des acteurs des mouvements sociaux, citoyens et intellectuels dans le Front de gauche, de ces femmes et hommes de gauche sensibles à notre démarche ? Pour y faire quoi ensemble? Comment permettre aux milieux populaires de s'approprier cette démarche? Nous sommes décidés à pousser ces débats que la proposition d'adhésions directes ne nous paraît pas résoudre correctement. Pourquoi pas une grande campagne de rencontres publiques locales avec toutes ces personnes pour élaborer avec elles les formes d'engagement ou de dialogue les plus appropriées? Pourquoi pas de la même manière des initiatives de dialogue ciblées avec des syndicalistes, des intellectuels prêts à s'engager en tant que tels dans notre construction? De tout cela, nous sommes prêts à discuter.

Plus globalement, c'est vraiment une nouvelle phase que nous devons ouvrir.

3) **construire un projet politique capable d'ouvrir une perspective alternative en vue des échéances de 2012.** Plusieurs questions doivent être à nos yeux discutées.

Face aux enjeux de la crise, il s'agit d'abord de préciser le projet politique qu'il serait nécessaire de porter dans ces échéances. Un projet, c'est d'abord le sens des réponses qu'il convient d'apporter à l'énorme crise actuelle, et du contrat politique que nous voulons discuter avec le pays, les grandes réformes de ruptures qu'il conviendrait que la gauche mette en oeuvre si elle venait au pouvoir. Un projet, c'est aussi le chemin pour mettre en oeuvre ces réformes. Inscrivons-nous notre combat dans la préparation d'une majorité politique alternative? Avec qui ? Quelles conditions nous paraissent devoir être réunies pour cela?

Ce chantier nécessite des débats entre nous et un grand débat public national, donc d'importantes initiatives, qui puissent impliquer toutes celles et ceux qui dans la société, bien au delà de ceux qui se reconnaissent aujourd'hui dans le Front de gauche, veulent d'un tel projet. Comment construire un tel projet dès l'automne 2010 avec le maximum de forces sociales, politiques, intellectuelles? Nous avons les uns et les autres des idées sur ce point. Quelle méthode de travail adoptons-nous?

Il nous faut en même temps engager la discussion sur les échéances électorales présidentielle et législatives. Si nous abordons ces échéances avec des ambitions pour une nouvelle majorité politique, nous devons orienter en conséquence notre campagne présidentielle, au contraire des excès de personnalisation induits par l'hyper-présidentialisme et revaloriser l'enjeu législatif. Là encore, ce n'est pas en tête-à-tête que nous résoudrons le problème, mais dans un large débat militant et populaire, en permettant une appropriation maximum de ces enjeux. A quelles conditions sommes-nous capables de faire réussir une telle démarche? Nous devons en discuter.

Concernant la candidature à l'élection présidentielle, il faut examiner à quelles conditions et avec quels objectifs il serait possible d'envisager une candidature de rassemblement

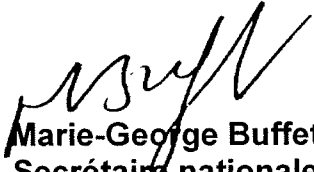
capable de porter un projet partagé. Cela nécessite entre autres de surmonter les obstacles inhérents à la personnalisation de ce scrutin. En ce sens, nous considérons effectivement que la désignation d'une candidature ne peut être envisagée qu'en s'appuyant sur un processus de projet partagé et non le précéder. Là encore, ce ne peut donc être l'affaire de quelques uns. Cela suppose aussi d'admettre que cette candidature peut être tout aussi bien issue de chacune des formations du Front de gauche, comme être une personnalité qui partagerait les objectifs du rassemblement réalisé. Débattons et précisons tout cela en en vérifiant la réelle faisabilité.

Concernant les législatives, l'objectif partagé pourrait être la réélection des députés communistes et du Parti de gauche sortants, ainsi que la conquête de députés supplémentaires issus des nos formations respectives ou portant notre démarche commune. Compte tenu des rapports de forces réels, cela doit se construire à partir de circonscriptions et de personnalités précises, et non d'en haut en se distribuant des postes purement hypothétiques.

4) **les élections cantonales de mars 2011.** Elles seront une étape spécifique, marquées par la bataille sur le devenir des collectivités territoriales. Il faudra tenir compte des rapports de forces départementaux antérieurs, de la personnalité des sortants, des nouveaux rapports de force en construction, notamment à gauche, que nous espérons marquer de notre empreinte. Avec l'ambition nationale de réélire les sortants issus de nos formations, et de conquérir de nouvelles positions et une influence nationale renforcée par rapport à 2004 et aux échéances européennes et régionales récentes, les situations doivent être examinées département par département. Ce travail doit démarrer dès maintenant.

Voilà , chers camarades, quatre questions qu'il nous paraîtrait important de discuter lors de notre rencontre.

Bien fraternellement.



Marie-George Buffet
Secrétaire nationale



Pierre Laurent
Coordinateur national